



HAL
open science

Costa Rica : les partis traditionnels ébranlés par un parti évangélique

Erica Guevara

► **To cite this version:**

Erica Guevara. Costa Rica : les partis traditionnels ébranlés par un parti évangélique. Les Études du CERI, 2019, 239-240, pp.60 - 62. hal-03471484

HAL Id: hal-03471484

<https://sciencespo.hal.science/hal-03471484>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Costa Rica : les partis traditionnels ébranlés par un parti évangélique

par Erica Guevara

Elu avec 60,6 % des voix le 1^{er} avril 2018, Carlos Alvarado Quesada semble avoir assuré facilement la continuité, le Parti action citoyenne (PAC) étant reconduit au gouvernement pour un nouveau mandat. Cette perception est cependant trompeuse car les deux tours très mouvementés de l'élection, pendant lesquels un candidat évangélique a fait la course en tête dans les sondages comme dans les urnes, se sont soldés par un résultat inimaginable quelques mois auparavant.

Lorsque la campagne électorale a démarré, treize candidats s'affrontaient, confirmant la tendance à la fragmentation partisane observée depuis une dizaine d'années. Très gêné par le scandale de corruption dans lequel le PAC et d'autres partis étaient empêtrés depuis plusieurs mois¹, le jeune candidat du parti au gouvernement et ancien ministre du Travail Carlos Alvarado Quesada (38 ans) figurait en cinquième position dans les sondages. L'élection semblait ainsi imperdable pour le Parti libération nationale (PLN). Mais à l'instar de l'autre parti traditionnel, le Parti unité sociale chrétienne (PUSC), ce dernier s'était divisé et était concurrencé par des fractions dissidentes², ce qui l'affaiblissait considérablement. Pendant les premières semaines d'une campagne très morose, aucun des huit autres candidats des partis minoritaires n'est pourtant parvenu à occuper l'espace laissé vacant par les trois grands partis en difficulté.

Le déroulement de la campagne a pris une toute autre tournure le 9 janvier 2018, lorsque la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a émis un avis invitant le Costa Rica à adopter une législation favorable au mariage homosexuel. Le lendemain, Fabricio Alvarado, l'unique député du Parti restauration nationale (PRN), ouvertement évangélique et jusqu'alors très minoritaire (1,35 % aux élections présidentielles et 4,11 % aux élections législatives de 2014) se déclarait frontalement opposé au mariage homosexuel, et promettait le retrait du Costa Rica de la CIDH s'il était élu³. Contre tout pronostic, deux semaines plus tard, les sondages montraient qu'il récoltait de plus en plus d'intentions de vote⁴.

Le 4 février 2018, les résultats du premier tour (PRN 24,9 %, PAC 21,66 %) sont venus confirmer le poids de l'annonce de la CIDH. En effet, en se prononçant pour le mariage homosexuel, et en insistant sur le manque d'expérience et les incohérences du PRN, Carlos Alvarado a trouvé un positionnement qui lui a permis de passer au second tour : il était l'« anti » Fabricio Alvarado. Pendant l'entre-deux-tours, le ton de la campagne a été très agressif. Les sujets relatifs au genre et aux mœurs (droit à l'avortement, mariage homosexuel, éducation sexuelle), ainsi que les questions religieuses (Etat laïc)⁵ ont été au cœur des débats, marginalisant

¹ A. Murillo, « Un escándalo empaña la campaña en Costa Rica y somete a pruebas a su sistema político », *El País*, 2 novembre 2017.

² Le PLN est concurrencé par Juan Diego Castro pour le Parti intégration nationale (PIN) et le PUSC est concurrencé par Rodolfo Hernández pour le Parti républicain social chrétien (PRSC).

³ F. Romero, « Fabricio Alvarado dispuesto a salirse de la Corte IDH para que no le "impongan" agenda LGBTI », *El Mundo CR*, 11 janvier 2018.

⁴ Voir les sondages de Opol et du CIEP-UCR.

⁵ Rappelons que le Costa Rica est un Etat catholique, selon l'article 75 de sa Constitution.

des thèmes pourtant cruciaux tels que la réforme fiscale, la réforme des transports publics ou le taux de chômage. Un nouveau clivage a émergé, opposant les « progressistes » et les « conservateurs »⁶. Directement interpellé, le Tribunal suprême des élections, dont la légitimité est traditionnellement indiscutée dans le pays, s'est vu contraint à plusieurs reprises de réagir à des attaques directes.

A l'issue du second tour, Carlos Alvarado a dépassé son adversaire avec plus de vingt points d'écart. Tout aussi surprenant, le taux d'abstention (33 %) était légèrement inférieur à celui du premier tour (35 %), ce qui est inhabituel au Costa Rica⁷. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce revirement de situation. Tout d'abord, les alliances partisans. Même si le PRN a réussi à rallier plus de représentants des autres partis que le PAC, l'accord très médiatisé entre Carlos Alvarado et Rodolfo Piza, le candidat du PUSC au programme économique libéral, a donné un signal fort à l'électorat. Ensuite, le choc provoqué par la percée de l'extrême droite religieuse a conduit des groupes citoyens tels que la Coalition Costa Rica à se constituer sur les réseaux sociaux et à organiser des cellules militantes sur le terrain. Ils se sont mobilisés contre l'abstention, en se positionnant sur un registre patriotique et de défense des institutions démocratiques. Par ailleurs, il faut souligner les erreurs stratégiques du PRN, très divisé en interne. Et enfin, alimentée par les réseaux sociaux, l'idée selon laquelle le candidat évangélique représentait un danger pour le catholicisme a conduit la presse traditionnelle à prendre position⁸.

Une analyse de la cartographie du vote pendant les deux tours de cette élection a mis en évidence plusieurs tendances, dont l'existence d'une fracture entre les villes et les campagnes, doublée d'une fracture sociale. En effet, tandis que la Grande zone métropolitaine a voté majoritairement pour le PAC, le vote PRN s'est clairement concentré sur les zones rurales, côtières et frontalières. Ce constat mérite néanmoins d'être nuancé, car une des grandes réussites du PRN lors du premier tour est d'être parvenu à gagner des cantons traditionnellement acquis au PLN (dans les provinces de Guanacaste et Limon) et au PAC (dans les provinces de San José et Alajuela) – et parmi eux, des districts qui cumulent le plus de difficultés sociales. Le cas de la province côtière et limitrophe de Limon, la plus pauvre du pays est ainsi emblématique : le PRN a obtenu 42,42 % des voix au premier tour et 63,39 % au second.

Ces élections signent surtout l'échec cuisant du PLN : c'est en effet la première fois depuis sa création en 1951 que ce parti ne figure pas parmi les deux finalistes de l'élection présidentielle. L'autre très grand perdant de cette élection est l'extrême gauche, car le Frente Amplio (FA) n'a obtenu que 0,79 % des voix, et n'a réussi à obtenir qu'un seul député (contre 17,25 % et huit députés en 2014). Certains des cantons acquis au FA en 2014 sont même passés au PRN, renforçant ainsi l'hypothèse selon laquelle une partie de l'électorat de l'extrême gauche aurait voté pour l'extrême droite. Enfin, le PUSC sort paradoxalement gagnant de l'élection, car après une longue traversée du désert de plus de quinze ans, il a réussi non seulement à obtenir 16 % des voix, et un nombre non négligeable de députés (neuf), mais aussi à entrer au gouvernement.

⁶ A. Madriz, « Duelo de Alvarados en segunda ronda : El conservador vs. el progresista », *elPeriodicocr*, 4 février 2018.

⁷ L'abstention était de 60,4 % pour le second tour de l'élection de 2002 et de 56,6 % en 2014.

⁸ G. Ruiz R., « Rony Chaves : Apóstol y sombra de Fabricio Alvarado », *La Nación*, 18 mars 2018.

Pour remporter l'élection, Carlos Alvarado a réussi à rallier des segments de population tant parmi les plus religieux du pays (le PAC obtient 75,4 % des voix à Cartago, qui concentre le plus de catholiques) que parmi les plus « progressistes » (des cantons où le soutien au mariage homosexuel est très fort, comme Montes de Oca, ont voté à 73,4 % pour lui). Il a aussi capté le vote de l'électorat issu des partis traditionnels et de leurs dissidences. Cependant, ses projets rencontrent l'opposition d'une grande partie de la nouvelle Assemblée nationale, également élue en février 2018. Des alliances mouvantes se sont ainsi établies entre les dix-sept députés du PLN, les quatorze députés du PRN⁹, et ceux des autres partis minoritaires. Le PAC ne compte que dix députés (sur un total de cinquante-sept), même s'il a renforcé son influence grâce aux alliances passées avec le PUSC. Le gouvernement de Carlos Alvarado est ainsi obligé de concilier pour pouvoir gouverner. Depuis sa prise de fonctions en mai, il a déjà dû affronter plusieurs crises, parmi lesquelles une grève des fonctionnaires qui a duré plus de deux mois, en opposition à son plan de réforme fiscale (destiné à résorber le déficit public, qui représente plus de 7,1 % du produit intérieur brut). Si cette loi a finalement été adoptée en décembre 2018, ce qui représente un grand succès pour lui car aucun président n'avait réussi à faire passer une réforme fiscale depuis plus de douze ans, la suite s'annonce toutefois laborieuse.

⁹ En novembre 2018, le PRN s'est divisé et sept députés se sont déclarés indépendants.